



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240425-2504202436-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2024

Publication : 30/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Était représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR, Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE, Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusées : Madame Béatrice BOCHET, Madame Annick LAMBARD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 avril 2024



8. MOTION - ALERTE SUR LA SITUATION BUDGETAIRE CRITIQUE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES AUTONOMIE À DOMICILE

13 fédérations et associations du secteur grand âge, dont la FNADEPA à laquelle le CCAS est adhérent, ont organisé le lundi 22 avril 2024, une conférence de presse commune pour alerter solennellement les pouvoirs publics et l'opinion, sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile.

DÉLIBÉRATIONS

Depuis le début de l'année 2022, les organisations professionnelles et fédérations nationales n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics sur la profonde et rapide dégradation de la situation budgétaire des établissements et services publics et privés à but non lucratif. Plus de 75 % des établissements et services à domicile vont clôturer l'exercice 2023 avec un résultat déficitaire.

Lors de cette conférence de presse, ces fédérations et associations ont dénoncé un système à bout de souffle, une situation inédite entraînant un risque de disparition de l'offre, une accélération de la déconnexion entre les recettes et les dépenses, et des directeurs et directrices désemparés et affectés par cette crise qui les dépasse.

La généralisation d'une situation budgétaire très dégradée est liée à des causes conjoncturelles et structurelles qui se cumulent, à savoir :

- Le financement incomplet voire absent de certaines des nécessaires mesures de revalorisation salariale ;
- La déconnexion entre l'évolution des dépenses affectées par l'inflation (notamment sur l'énergie, l'alimentation...) et celle des tarifs votés par les conseils départementaux ;
- Des surcoûts liés à l'augmentation des taux d'intérêts des emprunts.

Aucune de ces causes ne relève de la responsabilité des établissements et services, qui ne disposent d'aucune marge de manœuvre, ni en ce qui concerne des dépenses qui s'imposent à eux, ni en ce qui concerne les recettes, car les tarifs et enveloppes budgétaires, sous-indexés depuis de nombreuses années, sont fixées par l'Etat et les Départements.

En 2023, cette situation de crise budgétaire inédite a donné lieu à la mise en place dans chaque département de commissions de suivi des établissements et services en difficulté et à la mobilisation d'un fonds d'urgence de 100 M€. Le montant de ce fonds, très insuffisant, n'a permis de soutenir, via des aides en trésorerie, que les EHPAD ou SAD dans les situations les plus critiques. Les résidences autonomie et les SSIAD n'étaient par ailleurs pas inclus dans le périmètre de cette commission.

De plus, au sein des établissements et services, les dépenses de personnel représentent entre 75 et 90 % des dépenses. Tous les rapports publiés ces dernières années convergent pour souligner la nécessité d'un renforcement majeur des temps d'accompagnement auprès des personnes âgées.

Dans ce contexte, sans ressources supplémentaires, les organisations professionnelles et fédérations alertent solennellement les pouvoirs publics et l'opinion publique sur un risque fort de dégrader la qualité de l'accompagnement et de mettre en cause la survie même d'un grand nombre d'établissements et services.

La situation budgétaire des établissements et services médico-sociaux gérés par le C.C.A.S. de Rouen, telle que présentée dans les délibérations de ce Conseil d'Administration, soumettant les comptes administratifs 2023 des budgets annexes à l'avis de ces administrateurs, ne fait que confirmer ces éléments d'alerte nationale.

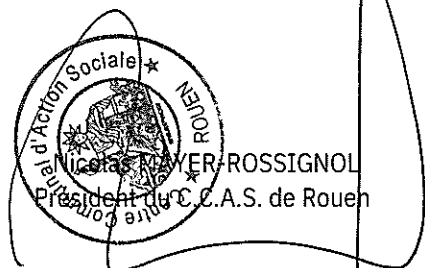
DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :**

- **Adopte la motion visant à alerter sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile du C.C.A.S. de Rouen**
- **Appelle à une action immédiate et volontariste des pouvoirs publics et demande que soit prises les décisions suivantes :**
 - **Au niveau national**
 - **Une augmentation des budgets en cohérence avec l'augmentation des salaires et des prix en 2023 et 2024 ;**
 - **La confirmation de l'élaboration d'une Loi autonomie demandée par les parlementaires et acteurs de terrain prévoyant les moyens budgétaires et humains nécessaires pour faire face aux évolutions démographiques ;**
 - **Une réévaluation du forfait autonomie pour les résidences autonomie.**
 - **Au niveau des départements**
 - **L'augmentation des tarifs en lien avec les taux d'évolution des salaires et des prix en 2023 et 2024 et les coûts de revient des services.**
- **Autorise la transmission de la présente motion à l'Agence Régionale de Santé (ARS), au Conseil départemental, aux parlementaires de la circonscription, à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités et à la ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées, ainsi qu'à la FNADEPA**

POUR EXTRAIT CONFORME,



Nicolas MAVER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S. de Rouen

Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.